

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

Saint-Etienne, le 03/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

AGRIPOLYANE

ZI du Clos Marquet
BP 188
42400 Saint-Chamond

Références : UiD4243-DSSP-022-0302
Code AIOT : 0006105053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement AGRIPOLYANE implanté ZI du Clos Marquet - 42400 ST CHAMOND. L'inspection a été annoncée le 16/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIPOLYANE
- ZI du Clos Marquet 42400 ST CHAMOND
- Code AIOT : 0006105053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso.

Le site est autorisé à exploiter par l'arrêté préfectoral n° 2003/0265 du 31 mai 2005 délivré au nom de la société POLYANE SA. Cet arrêté régit les installations de la société POLYANE et celles de la société GENPLAST. POLYANE est spécialisée dans la fabrication de films en polyéthylène destinés à un usage agricole et industriel, GENPLAST dans la fabrication de films étirables.

En 2006, le site est racheté par le groupe crêtois PLASTICA KRITIS et devient AGRIPOLYANE.

La société GENPLAST est placée en liquidation judiciaire le 23 juillet 2008. L'arrêt des installations exploitées par GENPLAST modifie les conditions d'exploitation et les volumes d'activités du site cadré par l'AP précité.

Un mémoire de cessation de l'activité GENPLAST est transmis par Maître Fabien Chrétien, liquidateur judiciaire, à l'Inspection des Installations Classées le 29 mai 2009. Il précise que la zone occupée par GENPLAST a été libérée et que les équipements, les machines d'extrusion, les déchets ont été évacués. Aucune analyse de sol n'a été effectuée. Cette zone libérée par GENPLAST est actuellement exploitée par la société AGRIPOLYANE.

Par lettre du 27 juillet 2009, la société AGRIPOLYANE a déclaré la reprise des activités exercées par la société POLYANE (récépissé de changement d'exploitant délivré le 22 septembre 2009).

Par courrier du 17 mars 2010, la société AGRIPOLYANE a informé l'Inspection des Installations Classées qu'elle souhaitait sortir de son installation des parcelles situées au Nord ainsi qu'une surface bâtie. (Voir en annexe 1).

Suite aux modifications des conditions d'exploitations liées à la cessation d'activité de GENPLAST et liées à la cession de parcelles, l'Inspection des Installations Classées a demandé à l'exploitant dans son rapport d'inspection du 24 septembre 2010 :

- Conformément à l'article R 512-33 du code de l'environnement, un dossier, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires [...] comportant:

- une description des activités exercées,*
- une mise à jour du tableau de classement des activités vis à vis de la nomenclature des installations classées,*
- une mise à jour des plans,*
- une mise à jour de l'étude d'impact,*
- une étude détaillée des dangers.*

- Pour les zones susceptibles d'être affectées à un nouvel usage, les dispositions prévues par les articles R 512-39-1 à R 512-39-3 du code de l'environnement devront être mises en œuvre. Des analyses de sol, effectuées préférentiellement au droit des sources potentielles de pollution permettront notamment de justifier de l'état du sous-sol.

Par courrier du 21 janvier 2013, AGRIPOLYANE a informé l'Inspection des Installations Classées qu'il souhaitait sortir de son installation de nouvelles parcelles situées au Sud (Voir en annexe 2).

Suite à une nouvelle visite de l'Inspection des Installations Classées, la société AGRIPOLYANE a été mise en demeure par arrêté du 15 novembre 2017 de :

- Article R. 541-43 du code de l'environnement : création d'un registre des déchets sous 1 mois, registre dont la forme est fixée par l'article 2 de l'arrêté du 29/02/12 fixant le contenu des registres mentionnées aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

- Article R. 181-46 du code de l'environnement : remise sous 6 mois d'un dossier concernant les modifications apportées aux conditions d'exploitation, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

- Article R512-39-1 à R512-39-3 du code de l'environnement : remise sous 6 mois d'un dossier concernant l'état du terrain cédé et sa compatibilité avec le nouvel usage.

- Article 2 alinéa 1.4 de l'arrêté d'autorisation : justification sous 6 mois de l'adéquation des moyens disponibles en débits d'eau incendie au regard des besoins du site.

En septembre 2019, AGRIPOLYANE a transmis un porter à connaissance qui permet de répondre au deuxième point de l'article 1 de la mise en demeure du 15 novembre 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- registre des déchets,
- remise d'un dossier relatif aux modifications des conditions d'exploitation,
- état des terrains cédés au Nord et au Sud du site,
- besoin en eaux pour la défense incendie, réserves et rétention.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Création d'un registre des déchets	AP de Mise en Demeure du 15/11/2017, article 1	/	Lettre de suite	1 mois
3	Remise d'un dossier concernant l'état du terrain cédé	AP de Mise en Demeure du 15/11/2017, article 1	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Remise d'un dossier portant sur les modifications d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 15/11/2017, article 1	/	Sans objet
4	Justification des moyens disponibles en débits d'eau incendie	AP de Mise en Demeure du 15/11/2017, article 1	/	Sans objet
5	Etude de Bruit	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 2.2	/	Sans objet
6	Remise d'une étude permettant de caractériser les émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/05/2005, article 4-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées dans l'arrêté de mise en demeure du 15 novembre 2017 relatives à la remise d'un dossier concernant les modifications apportées aux conditions d'exploitation et à la justification de l'adéquation des moyens disponibles en débits d'eau incendie au regard des besoins du site ont été levées.

Les non-conformités relatives à la création d'un registre des déchets et à la remise d'un dossier concernant l'état du terrain cédé (au Nord du site) et sa compatibilité avec le nouvel usage nécessitent des actions complémentaires de la part de l'exploitant.

En effet, lors de l'inspection, et en l'absence de la personne en charge des domaines Qualité – Sécurité – Environnement, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si un registre de déchets était présent et ne semblait pas connaître ses obligations par rapport à la caractérisation et à la

traçabilité des déchets qu'il produit. En outre, l'Inspection des Installations Classées a constaté que des bidons ayant contenu des produits dangereux étaient mélangés avec des déchets non dangereux. En conséquence, il est attendu que l'exploitant vérifie et indique à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, si un registre déchets a effectivement été mis en place. Si ce n'est pas le cas, l'exploitant devra le mettre en place, sous le même délai, le compléter avec l'ensemble des déchets produits depuis le début de l'année 2022 et le transmettre à l'inspection des installations classées. Il est également attendu que les déchets dangereux soient stockés dans une benne spécifique et traités dans une filière dédiée.

En ce qui concerne l'état des terrains cédés :

Les analyses de sols demandées par l'Inspection des Installations Classées depuis 2010 pour les parcelles situées au Nord n'ont pas été effectuées.

D'autres parcelles situées au Sud auraient été cédées à la société Loire Atlantique en 2013. L'exploitant doit faire des recherches pour savoir si c'est effectivement le cas, et si c'est le cas, il sera nécessaire comme pour les parcelles situées au Nord de faire réaliser des prélèvements de sols conformément aux articles R512-39-1 à R512-39-3 du code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Création d'un registre des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/11/2017, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article R 541-43 du code de l'environnement: création d'un registre des déchets sous 1 mois, registre dont la forme est fixée par l'article 2 de l'arrêté du 29/02/12 fixant le contenu des registres mentionnées aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si un registre de déchets était présent et ne semblait pas connaître ses obligations par rapport à la caractérisation et à la traçabilité des déchets qu'il produit.</p> <p>L'Inspection des Installations Classées a précisé qu'elles étaient les références réglementaires liées à la traçabilité des déchets.</p> <p>Code de l'environnement R 541-43 https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043308132</p> <p>Codification des déchets https://aida.ineris.fr/reglementation/decision-ndeg-2000532ce-030500-remplacant-decision-943ce-etablissant-liste-dechets#Annexe</p> <p>Arrêté du 31 mai 2021 (qui remplace l'arrêté du 29/02/12) fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563</p> <p>Code de l'environnement R 541-45 https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043308106</p> <p>Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389</p> <p>Il est attendu que l'exploitant vérifie et indique à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, si un registre déchets a effectivement été mis en place. Si ce n'est pas le cas, l'exploitant devra le mettre en place, sous le même délai, le compléter avec l'ensemble des déchets produits depuis le début de l'année 2022 et le transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p>En outre, l'Inspection des Installations Classées a constaté que des bidons ayant contenu des produits dangereux étaient mélangés avec des déchets non dangereux. Il est nécessaire de mettre en place une benne spécifique pour les déchets dangereux et de prévoir leur évacuation dans une filière adaptée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Remise d'un dossier portant sur les modifications d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/11/2017, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Changement Périmètre ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R. 181-46 du code de l'environnement: remise sous 6 mois d'un dossier concernant les modifications apportées aux conditions d'exploitation, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : Un porter à connaissance a été transmis à l'Inspection des Installations Classées en septembre 2019. Il sera instruit par l'Inspection des Installations Classées au regard des éléments d'actualisation demandés en page 2 de ce présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remise d'un dossier concernant l'état du terrain cédé

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R512-39-1 à R512-39-3 du code de l'environnement: remise sous 6 mois d'un dossier concernant l'état du terrain cédé et sa compatibilité avec le nouvel usage.
Constats : Aucune étude de sols n'a été réalisée sur les parcelles cédées. <ul style="list-style-type: none">• Les parcelles au Nord du site AK47 n° 648, n°692, n°691 et n°646 ont fait l'objet d'une étude historique et documentaire en février 2014. Cette étude était mandatée par Saint Etienne Métropole alors propriétaire des parcelles. Les photos aériennes présentées dans ce rapport semblent montrer des stockages sur un sol non revêtu et une zone de brûlage. C'est pour lever le doute quant à l'éventuelle pollution de ces sols que l'Inspection des Installations Classées a demandé en 2010, puis en 2017 à AGRIPOLYANE de faire réaliser des prélèvements et des analyses. Dans le porter à connaissance de septembre 2019, il est bien mentionné que l'emprise au Nord du site a été réduite, et les numéros de parcelles sont bien indiquées néanmoins il n'est pas prévu de faire des analyses pour connaître l'état de ces sols. Ces parcelles sont désormais occupées par une entreprise. Les zones susceptibles d'avoir été polluées ne sont pas situées sous le bâtiment existant et sont donc plus facilement atteignables.• D'autres parcelles au Sud du site sont susceptibles d'avoir été cédées. Ces parcelles ne sont pas mentionnées dans le porter à connaissance de septembre 2019, mais un courrier du 21 janvier 2013 émis par AGRIPOLYANE précise que des parcelles (visibles sur un plan joint au courrier) ont été cédées à Loire Industrie. L'exploitant n'a pas été en mesure de savoir si ces parcelles faisaient encore partie de l'emprise de son ICPE. Lors de la visite, il a été constaté qu'il ne semblait pas y avoir eu de cession effective de ces parcelles. ⇒ L'exploitant doit fournir un plan précisant l'emprise réelle de son ICPE et pour les parcelles effectivement cédées, au Nord comme au Sud, il est nécessaire de faire des prélèvements afin de connaître l'état des sols. ⇒ Le bureau d'études déterminera les modalités pour l'étude des sols : le nombre, l'emplacement, la profondeur des prélèvements de sols et le type de polluants à rechercher en fonction de l'historique d'activités sur ce site. Les bureaux d'études certifiés Sites et Sols Pollués (SSP) sont listés sur le site: https://www.lne.fr/fr/certification/certification-sites-sols-pollues .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Justification des moyens disponibles en débits d'eau incendie

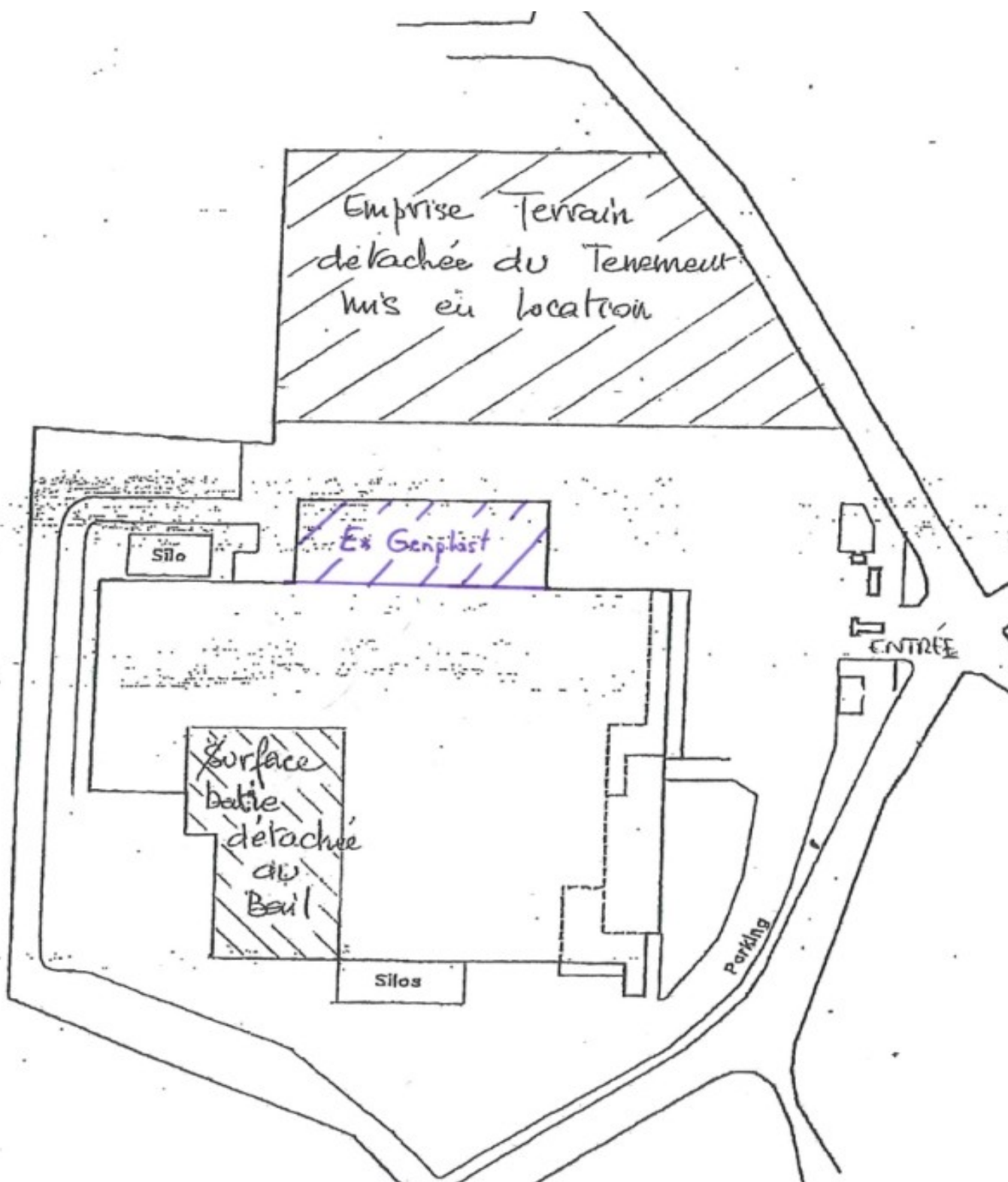
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve Eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 2 alinéa 1.4 de l'arrêté d'autorisation justification sous 6 mois de l'adéquation des moyens disponibles en débits d'eau incendie au regard des besoins du site.</p> <p>Constats : L'exploitant a été en mesure de fournir à l'Inspection des Installations Classées la justification de l'adéquation des moyens disponibles en débits d'eau incendie au regard des besoins du site.</p> <p>Le porter à connaissance de 2019 détaille les besoins en eau pour la défense incendie pour un incendie sur la partie stockage du Conditionnement / Expédition. Ces besoins ont été déterminés par un bureau d'études à partir d'une nouvelle modélisation incendie réalisée en février 2018 à l'aide du logiciel Flumilog.</p> <p>Les besoins s'élèvent à 360 m³/h au total. En prenant en compte les poteaux incendie du réseau public, le débit restant à fournir se réduit à 120 m³/h et devront être apportés soit par une réserve de 240 m³ soit par 2 réserves de 120 m³.</p> <p>Suite aux conclusions de ce rapport, l'exploitant a installé 2 réserves d'eau pour la défense incendie, 1 de 120 m³ et 1 de 240 m³ (soit un volume sécuritaire de 120 m³)</p> <p>Il restera à mettre en œuvre la rétention des eaux d'incendie dont le volume a été estimé à 1100m³ dans le porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etude de Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables [...]</p> <p>Constats : Une étude de contrôle des niveaux sonores et des émergences émis dans l'environnement par l'établissement, réalisé en janvier 2018 conclut au respect des prescriptions réglementaire fixées dans l'AP du 31/05/2005.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Remise d'une étude permettant de caractériser les émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2005, article 4-2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une étude sera réalisée sous 6 mois permettant de caractériser les rejets atmosphériques de l'établissement notamment en matière de COV.</p> <p>Constats : L'étude demandée pour la caractérisation des rejets atmosphériques a été réalisée en février 2018.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



Annexe 2 : Projet de cession de parcelles : courrier de AGRIPOLYANE du 21 janvier 2013

